

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
Division de Bar le Duc
14 rue Antoine DURENNE
Parc Bradfer - CS70542
55013 Bar Le Duc Cedex

Bar Le Duc, le 06/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ARCELORMITTAL CF

Site 1

55800 Contrisson

Références : SV/2025-651
Code AIOT : 0006200776

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/12/2025 dans l'établissement ARCELORMITTAL CF implanté Site 1 55800 Contrisson. L'inspection a été annoncée le 14/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée dans le cadre de l'action nationale combustion 2025, portant sur les installations de combustion de puissance thermique nominale supérieure à 5 MW et inférieure à 50 MW.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARCELORMITTAL CF

- Site 1 55800 Contrisson
- Code AIOT : 0006200776
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Société AMBSF (ex AMCF) Site 1 est autorisée, par arrêté préfectoral n°2003-3118 du 11 décembre 2003 modifié, à exploiter des activités classées pour la protection de l'environnement sur son usine implantée à Contrisson. Ces activités comprennent des installations de combustion d'une puissance totale de 8,5 MW.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Combustion

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La société AMBSF a déposé, en novembre 2025, un dossier de régularisation de ses installations, accompagné d'une demande d'augmentation de la production de 30 % entre 2025 et 2030. La visite a également permis de faire un point sur le dossier en cours d'instruction et de mieux connaître les installations à régulariser, par la visite de l'ensemble des installations en suivant le flux de production.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Registre MCP	Code de l'environnement du 18/12/2018, article R. 515-114 et R. 515-115 Et R. 515-116	Demande d'action corrective	1 mois
9	Valeurs limites de rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 11/12/2003, article 19-3	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Modifications apportées à l'installation	Code de l'environnement du 29/12/2023, article R 181-46	Sans objet
3	Réalisation contrôle périodique ICPE	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Annexe I 1.1.2	Sans objet
4	Mesures périodiques rejets air	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Annexe I 6.3.I et 6.3.II	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Conditions mesures rejets air	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Annexe I 6.3.V	Sans objet
6	Conditions de référence des VLE	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Annexe I 6.2.4	Sans objet
7	Respect VLE directive MCP	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Annexe I 6.2.4.III et 6.3.VI	Sans objet
8	Cas de non respect des VLE	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Annexe I 6.2.10	Sans objet
10	Livret de chaufferie	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Annexe I 6.7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société AMBSF exploite des installations de combustion d'une puissance totale de 8,5 MW. Cependant, un seul appareil est visé par l'action nationale combustion, la chaudière vapeur (4 MW) qui chauffe les bains de la ligne de décapage et qui est alimentée au gaz naturel. Cette installation a fait l'objet d'un contrôle de ses rejets atmosphériques le 5 mai 2025 par la société SOCOTEC agréée COFRAC. Aucune non conformité n'a été relevée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Modifications apportées à l'installation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 29/12/2023, article R 181-46
Thème(s) : Actions nationales 2025, Situation administrative
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32-1 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les activités du site 1 sont autorisées par arrêté préfectoral du 11 décembre 2003, modifié par</p>

l'arrêté du 9 janvier 2024.

Les installations de combustion d'une puissance totale de 8,484 MW sont composées de:

- une chaudière vapeur (décapage) : 4 064 kW
- un système de chauffage radian : 60 kW
- une chaudière laminage : 279 kW
- Motopompes : 256 kW
- Groupes électrogènes : 570 kW.

La chaudière vapeur est alimentée au gaz naturel. Elle a été mise en service en 2004. Lors de la visite du site, l'inspection a vérifié la plaque de l'appareil qui atteste que cette installation a été construite en août 2003.

Seule la chaudière vapeur fait l'objet du présent contrôle les autres chaudières ayant une puissance inférieure 1 MW.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Registre MCP

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 18/12/2018, article R. 515-114 et R. 515-115EtR.515-116

Thème(s) : Actions nationales 2025, Recensement installations MCP

Prescription contrôlée :

R. 515-114 :

I. L'exploitant d'une installation de combustion moyenne communique à l'autorité compétente les informations suivantes :

- le nom et le siège social de l'exploitant et l'adresse du lieu où l'installation est implantée ;
- la puissance thermique nominale de l'installation de combustion moyenne, exprimée en MW thermiques ;
- le type d'installation de combustion moyenne (moteur diesel, turbine à gaz, moteur à double combustible, autre moteur ou autre installation de combustion moyenne) ;
- le type et la proportion des combustibles utilisés, selon les catégories de combustibles établies à l'annexe II de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes ;
- la date de début d'exploitation de l'installation de combustion moyenne ou, lorsque la date exacte de début d'exploitation est inconnue, la preuve que l'exploitation a débuté avant le 20 décembre 2018 ;
- le secteur d'activité de l'installation classée ou l'établissement dans lequel elle est exploitée (code NACE) ;
- le nombre prévu d'heures d'exploitation annuelles de l'installation de combustion moyenne et la charge moyenne en service ;
- dans le cas où l'installation de combustion moyenne fonctionne moins de 500 heures par an dans des conditions fixées par un arrêté du ministre chargé des installations classées, un engagement à ne pas dépasser cette durée maximale de fonctionnement. »

II. Ces informations sont communiquées :

1° Pour les installations mises en service avant le 20 décembre 2018 :

- au plus tard le 31 décembre 2023 pour les installations de puissance supérieure à 5 MW ;

<p>[...]</p> <p>2° Pour les autres installations, avant l'autorisation, l'enregistrement ou la déclaration mentionnés aux articles L. 512-1, L. 512-7 et L. 512-8. »</p> <p>R.515-115 :</p> <p>[...] Il actualise les informations demandées à l'article R. 515-114, en tenant compte, le cas échéant, des demandes de l'autorité administrative compétente.</p> <p>R.515-116 :</p> <p>I . Les informations prévues à l'article R. 515-114 « , le cas échéant actualisées dans les cas prévus à l'article R. 515-115, » sont communiquées à l'autorité administrative compétente par voie électronique selon des modalités définies par un arrêté du ministre chargé des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant connaissait l'existence du registre MCP, mais ne pensait pas être soumis, la chaudière vapeur étant d'une puissance inférieure à 5 MW. Cependant la puissance à considérer étant la puissance totale de la rubrique 2910, la déclaration dans le registre est applicable. L'exploitant s'est engagé à remplir le registre sous 1 mois.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>La société Arcelor est tenue de remplir le registre MCP dans un délai de 1 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 3 : Réalisation contrôle périodique ICPE

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Annexe I 1.1.2</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Contrôle périodique ICPE</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement. Ces contrôles ont pour objet de vérifier la conformité de l'installation aux prescriptions repérées dans la présente annexe par le terme " Objet du contrôle ", éventuellement modifiées par arrêté préfectoral, lorsqu'elles lui sont applicables. Le contenu de ces contrôles est précisé à la fin de chaque point de la présente annexe après la mention " Objet du contrôle". Les prescriptions dont le non-respect constitue une non-conformité majeure entraînant l'information du préfet dans les conditions prévues à l'article R. 512-59-1 sont repérées dans la présente annexe par la mention " le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure".</p> <p>Le délai maximal pour la réalisation du premier contrôle est défini à l'article R. 512-58 du code de l'environnement. L'exploitant conserve le rapport de visite que l'organisme agréé lui adresse dans le dossier installations classées prévu au point 1.4. Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en œuvre sont</p>

formalisées et conservées dans le dossier susmentionné.
Constats : "sans objet, l'installation étant incluse dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement au titre de la nomenclature des ICPE".
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Mesures périodiques rejets air

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Annexe I 6.3.I et 6.3.II
Thème(s) : Actions nationales 2025, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : I. L'exploitant fait effectuer [...] pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW, par un organisme agréé par le ministre de l'environnement ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA), une mesure du débit rejeté et des teneurs en O ₂ , SO ₂ , poussières, NO _x et CO dans les gaz rejetés à l'atmosphère. Pour les chaudières utilisant un combustible solide, l'exploitant fait également effectuer une mesure des teneurs en dioxines et furanes. Les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des analyses sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats. II. - La mesure des poussières n'est pas exigée lorsque les combustibles consommés sont exclusivement des combustibles gazeux ou du fioul domestique. La mesure des oxydes de soufre n'est pas exigée si le combustible est du gaz naturel, du biométhane, fioul domestique ou de la biomasse exclusivement ligneuse faisant partie de la biomasse telle que définie au a) de la définition de biomasse.
Constats : L'exploitant a mandaté la société SOCOTEC (Agence de WOIPPY) pour effectuer une mesure du débit rejeté et des teneurs en O ₂ , SO ₂ , poussières, NO _x et CO dans les gaz rejetés à l'atmosphère de la chaudière vapeur. SOCOTEC est accrédité COFRAC et est agréé par l'arrêté du 11 mars 2010 pour le prélèvement et l'analyse des ces paramètres. La chaudière est alimenté au gaz naturel.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Conditions mesures rejets air

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Annexe I 6.3.V
Thème(s) : Actions nationales 2025, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : V. - Les mesures sont effectuées selon les dispositions fixées par l'arrêté du 11 mars 2010 portant

modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère. Elles sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation. Pour les turbines et moteurs, les mesures sont effectuées en régime stabilisé à pleine charge.

Dans le cas des installations de combustion qui utilisent plusieurs combustibles, la surveillance des émissions est effectuée lors de la combustion du combustible ou du mélange de combustibles susceptible d'entraîner le plus haut niveau d'émissions et pendant une période représentative des conditions d'exploitation normales.

Constats :

L'inspection a vérifié que les mesures ont été effectuées dans les conditions « habituelles » de fonctionnement de l'installation.

Le rapport de SOCOTEC du 5 mai 2025 a permis de vérifier que les mesures sont effectuées selon les dispositions fixées par l'arrêté du 11 mars 2010, soit :

- contrôle réalisé par un organisme agréé pour les paramètres mesurés,
- présence de la référence à l'agrément et/ou à l'accréditation dans le rapport,
- la durée des mesurages,
- le nombre de mesurages à réaliser,
- la présentation des écarts aux normes et leur impact potentiel sur les mesures et/ou les déclarations de conformité/non-conformité aux VLE ,
- les résultats sont rapportés dans les conditions de référence fixées au point de contrôle 6.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Conditions de référence des VLE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Annexe I 6.2.4

Thème(s) : Actions nationales 2025, Rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

Le volume des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes normaux (Nm³), rapportés aux conditions normales de température (273,15 K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/Nm³) sur gaz sec.

Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents en volume de 6 % dans le cas des combustibles solides, de 3 % dans le cas des combustibles liquides et gazeux.

Constats :

Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents en volume de 3 % dans le cas des combustibles gazeux.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Respect VLE directive MCP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Annexe I 6.2.4.III et 6.3.VI

Thème(s) : Actions nationales 2025, Rejets atmosphériques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>6.2.4 III. - Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses aux installations de combustion existantes fonctionnant plus de 500 heures par an et :</p> <p>- de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW déclarées avant le 1er janvier 2014, à compter du 1er janvier 2025 ; [...]</p> <p>Polluants : SO₂ (mg/Nm³) / NO_x (mg/Nm³) / Poussières (mg/Nm³) / CO (mg/Nm³)</p> <p>Biomasse solide :</p> <p>P ≥ 5 : 200 / 650 / 50 / 250</p> <p>Autres combustibles solides :</p> <p>P ≥ 5 : 1 100 / 550 / 50 / 200</p> <p>Fioul domestique :</p> <p>P ≥ 5 : - / 150 (3) / - / 100</p> <p>Autres combustibles liquides :</p> <p>5 ≤ P < 10 : 350 / 550 / 30 / 100</p> <p>P ≥ 10 : 350 / 500 (1) / 30 / 100</p> <p>Gaz naturel, Biométhane :</p> <p>5 ≤ P < 10 : - / 150 / - / 100</p> <p>P ≥ 10 : - / 120 (2) / - / 100</p> <p>Gaz de pétrole liquéfiés :</p> <p>P ≥ 5 : 5 / 150 / - / 100</p> <p>Renvoi Conditions Valeur limite d'émission (mg/Nm³)</p> <p>(1) Installation dont plus de 50 % de la puissance totale est fournie par des générateurs à tubes de fumée. NO_x : 550</p> <p>(2) Installation dont plus de 50 % de la puissance totale est fournie par des générateurs à tubes de fumée. NO_x : 150</p> <p>(3) Appareils de combustion fonctionnant moins de 1 500 heures par an. NO_x : 200</p> <p>6.3.VI. - Les valeurs limites d'émission sont considérées comme respectées si les résultats de chacune des séries de mesures ne dépassent pas les valeurs limites d'émission.</p>
<p>Constats :</p> <p>La chaudière vapeur alimenté au gaz a été mise en service en 2004. Les paramètres à contrôler selon la directive MCP sont les NO_x avec une VLE de 150 mg/Nm³ et le CO avec une VLE de 100 mg/Nm³.</p> <p>Le rapport de contrôle des rejets atmosphériques de la chaudière vapeur en date du 5 mai 2025 donnent les résultats de mesures suivants : NO_x = 92 mg/Nm³ et CO = 0,53 mg/Nm³, soit inférieure aux VLE de la Directive MCP.</p> <p>L'arrêté préfectoral du 11 décembre 2003 fixe également des VLE pour les paramètres poussières et SO₂ (voir point de contrôle 9).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Cas de non respect des VLE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Annexe I 6.2.10

Thème(s) : Actions nationales 2025, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : En cas de non-respect des valeurs limites d'émission prévues au point 6.2 du présent arrêté, l'exploitant prend les mesures nécessaires pour assurer le rétablissement de la conformité dans les plus brefs délais. L'exploitant conserve un relevé des mesures prises pour rétablir la conformité. (...)
Constats : Aucune non conformité n'a été relevée le jour de la visite sur le rapport SOCOTEC EK2L025714 du 5 mai 2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Valeurs limites de rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2003, article 19-3
Thème(s) : Actions nationales 2025, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : Les rejets atmosphériques des chaudières fonctionnant au gaz naturel doivent respecter les valeurs limites suivantes : -Poussières < 5 mg/Nm3 -SO2, oxyde de soufre < 35 mg/Nm3 seuils mesurés à 3 % d'oxygène.
Constats : Le rapport de mesures de SOCOTEC du 5 mai 2025 donnent les résultats suivants : - poussières =0,36 mg/Nm3, -SO2 = 1,95 mg/Nm3. Les valeurs limites sont respectées, avec une teneur en O2 ramenée à 3 %. Le rapport de SOCOTEC ne fait état que d'une seule mesure (et non trois essais) pour ces deux paramètres, en justifiant que conformément aux dispositions de l'arrêté du 11 mars 2010 / annexe II-b, un seul essai est nécessaire lorsque les résultats de la campagne de mesure précédente donnent des résultats de mesures inférieure à 20 % de la VLE. L'inspection confirme l'existence de cette prescription et demande à l'exploitant le rapport de mesure de la campagne précédente afin de justifier de point de contrôle.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra à l'inspection le précédent rapport de mesures pour les paramètres poussières et SO2 permettant de justifier de la possibilité de réaliser un seul essai pour la mesure de rejet atmosphérique, conformément aux dispositions de l'arrêté du 11 mars 2010 / annexe II-b.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 10 : Livret de chaufferie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Annexe I 6.7
Thème(s) : Actions nationales 2025, Livret de chaufferie
Prescription contrôlée : Les résultats des contrôles et des opérations d'entretien des installations de combustion comportant des chaudières sont portés sur le livret de chaufferie.
Constats : L'exploitant a présenté le livret de chaufferie de la chaudière vapeur permettant de chauffer les bains de la ligne de décapage. Le dernier entretien date du 23/10/2025.
Type de suites proposées : Sans suite